



## La démocratie directe sauverait la Belgique?

n.c.

Jeudi 30 avril 2009

Référendum. Le terme est devenu un tabou en Belgique. Ce mode de consultation décisionnel est banni dans notre pays depuis la Question royale. Et pour cause : il fut pratiquement à la source de son éclatement au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. En 1950, la population est appelée à se prononcer au sujet du retour d'exil du roi Léopold III. Une majorité vote « oui » : plus de 57 % des Belges veulent revoir leur Souverain. Mais 72 % des Flamands y sont favorables tandis que 58 % des Wallons s'y opposent. Résultat ? Au retour du Roi, la situation est insurrectionnelle. Le sud du pays explose. La minorité francophone se sent fragilisée dans un pays au bord de la rupture.

Faut-il que Nenad Stojanovic veuille provoquer ? Dans la note de travail qu'il soumet ce jeudi au colloque de « Rethinking Belgium in the European context » – cette plate-forme d'intellectuels réunie autour de Philippe Van Parijs (UCL) et Paul De Grauwe (KUL) (nos éditions du 19 avril) – il n'est pas loin d'affirmer que la démocratie directe est une formule miracle pour concilier les opinions publiques dans un État multilingue comme la Belgique. La référence ? Le modèle suisse, ce pays où enseigne ce Bosniaque d'origine, au centre pour la démocratie d'Aarau et à l'université de Zurich pour être précis.

Le philosophe et économiste John Stuart Mill écrivait pourtant il y a 150 ans qu'une « *opinion publique unie ne peut exister* » dans un pays où les citoyens « *lisent et parlent différents langages* ». Mais la Suisse, alors ? « *Il y a au moins quatre effets positifs importants qu'un usage fréquent d'un mode de démocratie directe à la Suisse peut induire dans une société multilingue* », écrit Nenad Stojanovic.

Premièrement, ce système « *permet aux minorités de mettre des sujets qu'elles*

*estiment important à l'agenda politique national »*, argumente-t-il. C'est le cas lorsque les habitants peuvent prendre l'initiative d'une consultation populaire – en Suisse, c'est possible avec le soutien de 50.000 ou 100.000 signatures en fonction des modalités. Là-bas, l'initiative est d'origine populaire dans six cas sur dix. Et les minorités ne se construisent pas uniquement sur des critères linguistiques, mais se fédèrent aussi sur un combat commun.

*« L'usage fréquent de la démocratie directe crée des majorités multiples et des minorités multiples »,* poursuit l'auteur bosniaque. *« Cela complique la faculté des politiciens "ethnonationalistes" de développer une rhétorique "nous contre eux". »* Ce recours régulier briserait les clichés, battrait en brèche les considérations homogènes du type « les » Flamands ou « les » Wallons. Les majorités et les minorités peuvent changer d'une thématique à l'autre, mais elles peuvent aussi évoluer sur... une même thématique. L'exemple utilisé par le chercheur n'est pas anecdotique. Il vient de Suisse, bien sûr. *« Dans les années 1990, les responsables politiques francophones et les leaders d'opinion propageaient l'image tranchée de francophones "ouverts d'esprit", favorables à l'intégration de la Suisse dans l'Union européenne, face aux Alémaniques, davantage refermés. »* C'était la conséquence d'un référendum tenu en décembre 1992 à l'issue duquel ces derniers s'étaient effectivement opposés en masse au rapprochement avec l'Europe, à la fureur des francophones. Mais en 2001, le rejet de l'adhésion à l'Union était partagé dans tous les cantons. Un an plus tard, un référendum consacré à l'adhésion aux nations unies fut la source d'un autre clivage entre

la Suisse rurale et la Suisse urbaine.

Mais au-delà, il y a un effet encore plus important, insiste Nenad Stojanovic : *« La pratique répétée de la démocratie directe renforce le sentiment que la Suisse appartient au même "peuple" ou à la même "nation". Cela le rend visible. »*

Le président suisse Kaspar Villiger affirmait lui-même en 2002 devant l'Assemblée générale des Nations unies que la cohésion nationale suisse est rendue possible *« par notre système de démocratie directe »*. Le fait de voter deux ou quatre fois par an sur des sujets communs crée le débat, suscite la

confrontation, nourrit l'espace public commun.

Le dernier avantage du système devrait nous parler dans notre pays où les opinions publiques s'éloignent, où les partis politiques sont éclatés et où... l'on songe à instituer une circonscription fédérale pour réveiller le débat fédéral. Les consultations populaires suisses sont précisément organisées dans un district électoral unique. Cela « *crée des incitants pour forcer les responsables politiques, les partis politiques et les mouvements sociaux à traverser les frontières cantonales et linguistiques afin d'obtenir le soutien d'autres parties du pays* », écrit l'auteur. Un constat qu'il convient de nuancer : dans 70 % des cas, une double majorité est nécessaire, donnant un poids important aux cantons.

La démocratie directe sauverait la Belgique de son écartèlement programmé. La panacée pour un État multilingue mal en point comme la Belgique ? « *C'est loin d'être la panacée*, nuance l'auteur de l'étude. *Mais cela vaut la peine d'explorer ses vertus.* » Loin d'être la panacée car il s'agit d'une pratique existant en Suisse depuis 1866 – pas moins. « *Cette culture n'émerge pas du jour au lendemain.* »

Les consultations populaires n'épargnent pas les risques d'une domination de la minorité par la majorité, estime encore Nenad Stojanovic. De fait. Et si la Belgique est sans doute le pays où les mécanismes de protection des minorités sont les plus importants, cela n'empêche des dérives comme le vote d'un texte majoritaire contre opposition au Parlement ou le contournement de mesures fédérales par les Régions...

« Rethinking Belgium in the european context », colloque à la Fondation universitaire ce jeudi 30 avril. Informations : <http://www.rethinkingbelgium.eu/rebel-initiative-events>.

## Faudrait-il parfois « lober » les politiques ?

Marc Lits et Dave Sinardet participent au colloque de « Rethinking Belgium in the European context », au cours duquel Nenad Stojanovic va défendre les vertus fédératrices d'une démocratie directe à la sauce helvétique (lire ci-contre)...

Cette idée est-elle, selon vous, une (la ?) solution aux problèmes belges ?

**Marc Lits (M. L.).** Je n'en suis pas sûr. Même si on vote beaucoup en Suisse, on ne peut pas dire pour autant qu'entre les cantons francophones, italiens et de langue allemande, il y ait un tel consensus... On voit au contraire que, sur l'Europe ou sur le droit d'asile par exemple, des clivages très forts existent. On fait la moyenne des résultats, cela donne une position, mais ce n'est pas ça qui renforce les logiques d'intégration.

**Dave Sinardet (D. S.).** Selon moi, le vrai problème, ce n'est pas nécessairement la différence entre les opinions publiques. Si l'on définit l'opinion publique comme l'ensemble des opinions des personnes individuelles en Belgique, souvent, on ne constate pas de grand fossé entre Flamands et francophones... même sur les thèmes communautaires. Un seul exemple : l'enquête Le Soir et De Standaard de mars 2007 sur la régionalisation du marché de l'emploi : 50 % des Flamands et 49 % des francophones étaient pour, alors que tous les partis flamands disaient qu'il fallait absolument régionaliser et tous les partis francophones disaient l'inverse...

Cela apporte de l'eau au moulin de Stojanovic : une « votation nationale » permettrait de débloquer une situation bloquée politiquement...

S'il existe bien une différence entre l'opinion publique et l'opinion politique, il ne faut pas tomber dans un discours simpliste, consistant à dire que les politiques s'occupent de faux problèmes... Le vrai problème, c'est la politisation de l'opinion publique. Un référendum national pourrait ne pas mettre en lumière de différences énormes entre Flamands et francophones mais, vu la manière dont le système politique est organisé, il est à parier que l'on se focalisera tout de même sur ces différences, sur les résultats régionaux, que l'on politiserait. C'est ce qui s'est passé lors de notre seule expérience de référendum national, en 1950.

Ce référendum du 12 mars 1950, sur le retour de Léopold III, n'a pas vraiment pacifié le pays... (1)

**D. S.** Cette expérience est même considérée comme la première extériorisation

du fossé communautaire. Or, le fossé était autant rural-urbain que communautaire, mais on a interprété les résultats dans un cadre exclusivement communautaire car certains poursuivaient d'autres intérêts, politiques.

**M. L.** Les politiques n'ont en effet pas oublié la Question royale ; leur crainte est que ce scénario se reproduise. C'est également pour cette raison que l'on a supprimé les recensements avec un volet linguistique... Par rapport à ce référendum de 50, si l'on reprenait d'autres découpages pour interpréter les votes maintenant, je suis persuadé que la lecture qu'on en ferait serait (toujours) une lecture sur les clivages linguistiques, et que l'on ne dirait pas que « les ruraux wallons sont d'accord avec le Limbourg flamand »...

(1) Pour rappel : 57,68 % en faveur du retour du Roi, mais 72 % des « oui » en Flandre, contre seulement 48 % à Bruxelles et 42 % en Wallonie.

## Les médias contribuent-ils à la dualité des opinions publiques ?

On est souvent frappé par les choix rédactionnels parfois radicalement différents des médias francophones et flamands...

**Marc Lits (M. L.).** Il est clair que, dès lors qu'on est de moins en moins dans une logique « internationale » – sauf quand survient une crise, comme celle de la grippe –, on ouvre par les sujets nationaux, et ceux-ci sont fortement orientés par rapport à des questions régionales...

**Dave Sinardet (D. S.).** Par ailleurs, la façon dont les médias sont organisés (l'absence de médias nationaux, etc.) et la nature du système politique dans lequel ils travaillent (absence de circonscription électorale nationale, par exemple) contribuent à créer des sphères publiques et médiatiques séparées. Ce qui, par ailleurs, renforce les clichés et les discours de type « nous versus eux ».

Cette fracture est-elle récente ?

M. L. Il faut peut-être distinguer la presse écrite et audiovisuelle. Ainsi, historiquement, la VRT a toujours favorisé l'identité nationale flamande, en réalisant tout de suite des journaux télévisés flamands, des feuilletons, des

séries très ancrées dans le paysage flamand, là où la RTB relayait la France, par exemple...

**D. S.** Dès la création de la télévision, en 1953, on voit en effet qu'il y a d'un côté un projet catholique « d'éducation des gens », et d'autre côté un projet flamand. Cette dynamique existe beaucoup moins aujourd'hui... même si récemment, le ministre des médias, Geert Bourgeois (NV-A) a renforcé certains éléments de ce type. Même chose dans la presse écrite : cela fait plus de dix ans que De Standaard a gommé le « AVV-VVK » (« Alles voor Vlaanderen, Vlaanderen voor Kristus » : « Tout pour la Flandre, la Flandre pour le Christ », NDLR), de sa une.

**M. L.** Pour la presse écrite, au-delà des différences culturelles souvent marquées, il faut noter que pendant longtemps, Le Soir ou La Libre Belgique ont eu des « pages Flandre », et des correspondants permanents là-bas. C'était aussi lié au fait que des francophones installés en Flandre lisaient ces journaux ; mais du même coup, des Flamands les lisaient aussi, étant donné que l'on parlait de leur région. Et vice versa : un journal comme De Standaard a eu longtemps un correspondant en Wallonie. Jusque dans les années 80, l'information sur l'autre communauté ou l'autre région était donc plus forte.

Les médias reflètent-ils ou engendrent-ils la dualité des opinions publiques ?

**D. S.** Il y a des critiques à faire sur la manière dont les médias traitent les problèmes communautaires en Belgique, ou renforcent certains clichés mais, pour l'essentiel, il ne faut pas viser les journalistes individuellement : cela a à voir avec le système politique et le système médiatique belges, dont j'ai parlé plus haut...

« Le Soir » et « De Standaard » se sont lancés dans une opération « Nord-Sud ». Cette volonté de se (re)parler au-dessus de la barrière linguistique est-elle signifiante selon vous ?

**D. S.** Il est encore un peu tôt pour tirer des conclusions définitives mais on peut d'ores et déjà dire que cette opération, comme l'émission de la RTBF Bye-bye Belgium (vis-à-vis de laquelle je reste très critique sur le contenu) ont fait que

l'on a commencé à s'interroger sur les clichés que l'on a sur l'autre communauté. Cela dit, je constate souvent que l'on a plus volontiers tendance à observer (et à critiquer) la manière dont l'autre communauté nous voit et à ne pas assez s'interroger sur l'image que nous donnons de l'autre communauté. Ainsi, fin 2007, quand on observe la manière dont la crise communautaire a été couverte, tant dans certains médias flamands que dans certains médias francophones, on constate que peu de chose avait changé...

**M. L.** Il y a plusieurs aspects intéressants dans cette collaboration Soir-Standaard. D'abord, ce sont deux journaux qui ont décidé de prendre une position presque politique, ce qui n'est pas arrivé depuis longtemps en Belgique. Mais en même temps, le paradoxe, c'est qu'on a parfois eu l'impression de journalistes qui partaient en reportage en terre étrangère... ce qui n'a fait que renforcer l'idée que « ce sont des gens qu'on ne connaît pas ».

## Nenad Stojanovic

Politologue à l'Université de Zurich et chercheur postdoctoral à la Chaire Hoover d'éthique économique et sociale (UCL), ce chercheur d'origine bosniaque avait déjà publié une carte blanche consacrée à la démocratie directe dans « Le Soir » en décembre dernier. Sa thèse a pris de la chair et nourrit désormais le grand débat belge et international lancé par Philippe Van Parijs et Paul De Grauwe.